

Contexte :

Sous le couvert d'une apparente lutte contre la pornographie en ligne, le trafic de drogue et les paris en ligne, le Gouvernement Chinois s'apprête à contraindre les cybercafés (et lieux publics¹) ayant des connexions WIFI à se doter de logiciels espions dans le but de tracer les activités des internautes.

Problème :

Bon nombre d'hommes d'affaires et cadres européens en voyage professionnel en Chine utilisent les connexions des lieux publics (WIFI²) pour prendre leurs emails. Certains d'entre eux se connectent même sur l'Intranet de leur entreprise par le biais de ces connexions.

On connaît l'appétit des autorités chinoises pour le contrôle de l'Internet mais aussi pour le renseignement économique et l'espionnage industriel.

Or il n'existe aucune garantie que ces nouvelles mesures serviront uniquement et exclusivement à lutter contre le pédopornographie et autres « crimes³ ».

Il y a de grandes probabilités que, sur simple demande de la police ou des services de renseignement, les responsables des cybercafés doivent fournir les informations collectées par le logiciel espion imposé par les autorités chinoises.

Dans ce cadre, il serait tout à fait possible de récolter des données de connexions (identifiants, mots de passe...) dans le but de collecter de l'information sensible voire des données stratégiques appartenant au cadre « ciblé ».

Conseils :

Comme nous l'avons déjà stipulé à maintes reprises lors de nos séminaires, formations et alertes de sécurité, il est impératif pour les entreprises dont les cadres se rendent à l'étranger (et particulièrement en Chine pour le cas présent) de mettre en place des directives de sécurité fixant les règles à suivre lors des déplacements à l'étranger. Si ces directives existent déjà, il nous paraît important de vérifier si les règles liées à l'utilisation

¹ Hôtels, bars, restaurants....

² Ces connexions sont souvent moins onéreuses que les connexions 3G via les téléphones portables et clefs USB 3G.

³ Au sens où les autorités chinoises l'entendent : pornographie, pari en ligne et comportements "subversifs"